

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/37

19 février 1998

(98-0593)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

## NOTIFICATION

<b>1. Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>CANADA</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
<b>2. Organisme responsable:</b> Ministère de la Santé
<b>3. Produits visés (numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Fluazuron
<b>4. Intitulé et nombre de pages du texte notifié:</b> Modification proposée au Règlement sur les aliments et drogues (1087) (pages 227-229)
<b>5. Teneur:</b> Le fluazuron est un inhibiteur de la tique du bétail <i>Boophilus microplus</i> , présente dans les régions tropicales, y compris l'Australie. Il n'est pas enregistré actuellement au Canada en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires, pour son usage au Canada, puisque le produit n'y est pas fabriqué, utilisé ou vendu.  Il a été demandé à l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada d'établir des limites maximales de résidus (LMR) applicables au fluazuron dans la viande, les sous-produits de viande et le gras de bovin importé au Canada.  Après examen de toutes les données existantes, il est proposé de modifier le Règlement sur les aliments et drogues de manière à établir à 7,0 ppm dans le gras de bovin et à 0,5 ppm dans les sous-produits de viande de bovin les LMR applicables au fluazuron. Les résidus de fluazuron dans la viande de bovin seront visés par la limite de tolérance générale de 0,1 ppm stipulée au paragraphe B.15.002(1).
<b>6. Objectif et justification:</b> Protection de la santé et la sécurité humaine
<b>7. Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale [ X ].</b> <b>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, indiquer, si possible, les dérogations à celle-ci:</b>

./.

<b>8. Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b> Gazette du Canada, Partie I, 7 février 1998
<b>9. Date projetée pour l'adoption:</b> Non cité
<b>10. Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Non cité
<b>11. Date limite pour la présentation des observations:</b> 23 avril 1998  <b>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> Point national d'information
<b>12. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (le cas échéant) d'un autre organisme: